

PRESIDENCE DU CONSEIL DES
MINISTRES

SECRETARIAT GENERAL DU CONSEIL
DES MINISTRES

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail-Démocratie-Paix

DECRET N° 78/021 DU 18 JANVIER 1978

COPIE

Fixant les modalités d'application de l'Ordonnance n° 04/78 du 18 Janvier 1978 modifiant l'article 2 de l'Ordonnance n° 041/77 du 26 Septembre 1977 réservant le droit d'exercer le Commerce de détail en République Populaire du Congo aux seuls Nationaux.

LE DEUXIEME VICE-PRESIDENT DU COMITE MILITAIRE DU PARTI,
PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT MINISTRE DU PLAN

Vu l'acte fondamental du 5 Avril 1977;

Vu l'acte n° 005/PCT du 19 Mars 1977 du Comité Central du Parti Congolais du Travail portant création du Comité Militaire du Parti et fixant ses attributions;

Vu le décret n° 77/283 du 14 Avril 1977 déterminant les attributions des Départements Ministériels;

Vu l'Ordonnance n° 24/72 du 12 Juin 1972, portant réglementation de l'exercice du Commerce en République Populaire du Congo;

Vu le décret n° 77/165 du 5 Avril 1977, portant nomination des Membres du Conseil des Ministres;

Vu l'arrêté n° 7010 du 2 Septembre 1977/MC portant création des Boutiques à la Commission et fixant les réglementations;

Vu l'Ordonnance n° 041/77 du 26 Septembre 1977 réservant le droit d'exercer le Commerce des détails en République Populaire du Congo aux seuls Nationaux;

Vu l'Ordonnance n° 04/78 du 18 Janvier 1978 modifiant l'article 2 de l'Ordonnance n° 49/77 ci-visée;

D E C R E T E :

Article 1er.- En application de l'Ordonnance n° 04/78 du 18/1/78 modifiant l'article 2 de l'Ordonnance n° 041/77 du 26 Septembre 1977 sur l'exercice du Commerce de détail en République Populaire du Congo, les personnes étrangères reconnues en situation régulière sont autorisées à titre exceptionnel à exercer le Commerce de détail.

Article 2.- Les Commerçants étrangers visés à l'article 1er ci-dessus sont tenus de remplir les obligations suivantes :

1°- bâtir de locaux appropriés à l'exercice de leurs activités Commerciales et à leur habitation.

.... /

2°- tenir une comptabilité conformément à la réglementation en vigueur.

3°- disposer d'un compte en Banque ouvert au nom de l'entreprise.

4°- respecter scrupuleusement la réglementation en matière de fermeture, vente ou cession de fonds de Commerce à titre onéreux ou gratuit.

Article 3.- Des Arrêtés du Ministre du Commerce préciseront les modalités d'applications du présent décret.

Article 4.- Les infractions au présent décret seront punies des peines prévues par les lois et règlements.

Article 5.- Le présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République Populaire du Congo et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à BRAZZAVILLE, le 18 Janvier 1978

Par le Deuxième Vice-Président du
Comité Militaire du Parti, Premier
Ministre, Chef du Gouvernement,
Ministre du Plan

(é) Colonel Louis SYLVAIN-GOMA.-

Le Ministre du Commerce

Le Ministre de l'Intérieur

(é) Jacob O K A N Z A.-

(é) Etd François Xavier K A T A L I.-

Le Ministre du Travail et de
la Justice, Garde des Sceaux

Le Ministre des Finances

(é) Alphonse MOUISSOU-POUATI.-

(é) Henri L O P E S.-